

Non au S.B.O (service bénévole obligatoire) pour les R.S.A!

La menace de suspension du RSA (revenu de solidarité active) aux allocataires n'ayant pas effectué sept heures de bénévolat par semaine a été brandie par le président du conseil départemental du Haut - Rhin.

Certes les conseils départementaux ont en charge le versement d'un RSA dont ils ne maîtrisent ni le montant ni les modalités d'attribution et dont la courbe fortement ascendante menace leurs équilibres budgétaires, alors que l'Etat ne respecte pas ses obligations quant aux dotations correspondantes.

Pour autant, la mesure proposée par l'élu alsacien est profondément choquante:

- stigmatisation et culpabilisation punitive des allocataires implicitement accusés de ne pas vouloir "s'en sortir"
- méconnaissance des contrôles et tracasseries administratives dont ils sont déjà victimes et qui conduit nombre d'allocataires potentiels à renoncer à demander le RSA.
- ignorance des propositions et des immenses besoins réels des associations et des bénévoles débordés par leurs engagements face aux carences des autorités publiques dans un tissu social qui se déchire.

Faire du pauvre une monnaie d'échange dans un bras de fer entre l'Etat et les conseils départementaux est une démarche indigne!

Créer une nouvelle catégorie de travailleurs forcés est inacceptable et relève d'un chantage économique!

L'initiative du président du conseil départemental du Haut - Rhin est parfaitement illégale, ainsi que l'a souligné la ministre des Affaires Sociales, et ne sera sans doute pas traduite dans les faits.

Mais elle relève d'une démarche politicienne traduisant un profond mépris pour les 20 000 personnes ou familles de son département, bénéficiaires à titre principal ou complémentaire de ce RSA qui conditionne leur survie sociale et leurs besoins vitaux comme ceux de leur famille.

Elle constitue surtout un ballon d'essai pour ses collègues de nombreux départements tentés par cette nouvelle version institutionnelle de la lutte contre la précarisation et la pauvreté grandissante.

À tous les élus tentés par cette approche amoralisée autant qu'inique et à une partie de l'opinion publique abusée nous devons en opposer une autre: celle de la solidarité nationale, du respect des personnes, et de la prise en compte réelle de leurs immenses difficultés.

Dans un contexte national délétère les propos du président du conseil départemental du Haut - Rhin sont au mieux strictement politiques et au pire inexcusables.

Il est plus que temps qu'au mépris et à la démagogie se substituent de véritables réflexions sociétales, en particulier sur les sujets **du revenu minimum universel, des moyens donnés aux associations trop souvent contraintes de pallier les dérives de notre société, et du respect dû à toutes les personnes socialement exclues et condamnées à la pauvreté de longue durée!**

Les premiers signataires: ATD Quart Monde délégation de Mulhouse, Mouvement National des Chômeurs et Précaires Mulhouse Sud Haut-Rhin, Ligue des Droits de l'Homme section Mulhouse, Fondation Abbé Pierre, FNARS Alsace, Bouge Ta Galère Mulhouse, Maison de la citoyenneté mondiale, Alternatives et autogestion...

Laurent Schneider, militant associatif et membre du Conseil citoyen de Mulhouse, Tina STELTZEN, militante associative, Christian RUBECHI, militant associatif et membre du comité de rédaction de l'Alterpress 68